

La carte blanche de trois experts: «Il est temps d'adapter notre stratégie»

[S plus.lesoir.be/365818/article/2021-04-12/la-carte-blanche-de-trois-experts-il-est-temps-dadapter-notre-strategie](https://plus.lesoir.be/365818/article/2021-04-12/la-carte-blanche-de-trois-experts-il-est-temps-dadapter-notre-strategie)

12 avril 2021

Par Nathan Clumeck (professeur en maladies infectieuses, ULB), Marius Gilbert (chercheur en épidémiologie, ULB), Leila Belkhir infectiologue (Cliniques universitaires Saint-Luc)

Le 12/04/2021 à 06:00

« L'approche secteur par secteur qui a pu se justifier dans l'urgence du premier déconfinement montre aujourd'hui ses limites », selon les signataires de cette carte blanche, trois experts souvent qualifiés de « nuancés ».



Perte d'adhésion de la population aux mesures imposées par les autorités, risque important risque d'une escalade dans la répression: il est temps de changer de stratégie, selon le trio signataire de la Carte blanche. - Hatim Kaghat.

A l'heure où s'amorce une diminution des hospitalisations, où une proportion croissante de la population à risque est vaccinée, et avec l'arrivée prochaine de la saison estivale, la reprise de toute une série d'activités devrait être envisagée. Nous entrons donc dans une période particulièrement critique.

A court terme, le report éventuel de l'ouverture de différents secteurs en raison d'un taux d'occupation des soins intensifs encore trop élevé va venir se heurter de plein fouet à une résistance de plus en plus organisée et déterminée à s'affranchir des mesures par des professions à bout de souffle et par des segments de la population en mal-être psychologique, social ou économique. Qu'on en juge : les théâtres expriment leur exaspération par des occupations qui s'étendent, certains dans l'horeca annoncent une ouverture au 1er mai quelles que soient les décisions gouvernementales, des rassemblements festifs s'organisent plus ou moins spontanément dans plusieurs villes. Il suffit également de se rendre dans des lieux touristiques et/ou publics pour se rendre compte de la très relative application de la distanciation physique et/ou du port correct du masque sans parler de la bulle sociale limitée à une personne, impossible à contrôler et dont l'application se délite complètement. Face à cette situation, le risque est grand d'une escalade dans la répression de la part des autorités qui persisteraient à appliquer les mêmes mesures indistinctes.

Une stratégie « zéro covid » non envisageable en Belgique

A long terme, la stratégie centrée sur la vaccination des personnes à risque et qui considère qu'il faut tenir avec les dispositifs actuels pour pouvoir reprendre une vie « normale » dès qu'une part suffisante de la population aura été vaccinée présente de nombreux risques. La conséquence des dynamiques évolutives qui conditionnent l'apparition et la propagation de différents variants résistants aux vaccins reste encore très difficile à prévoir. En outre, la recherche d'une couverture vaccinale suffisante pour empêcher la transmission dans la population risque de se heurter à l'hésitation vaccinale, en particulier dans les groupes d'âge où la balance bénéfice/risque sera plus faible. Une stratégie « zéro covid », comme celle appliquée par certains pays, ne semble pas envisageable à l'échelle de la Belgique, en raison de notre situation géographique et de notre économie ouverte. En tout état de cause, et malgré la vaccination, les risques de reprises épidémiques, en particulier lors de l'automne et de l'hiver prochain, ne peuvent être ignorés.

Alors que faire ?

Il y a aujourd'hui un large consensus pour reconnaître la transmission aérogène par des patients porteurs de charges virales élevées est le mode majeur de transmission, et ce particulièrement dans des lieux non ou mal ventilés avec absence ou malposition d'un masque efficace. Ces personnes à charge virale élevée peuvent être asymptomatiques ou pré-symptomatiques et peuvent maintenant être dépistées par des tests rapides antigéniques ou par des autotests dont la généralisation et l'accessibilité ne semblent plus limitantes.

L'approche secteur par secteur qui a pu se justifier dans l'urgence du premier déconfinement montre aujourd'hui ses limites. Il y a aujourd'hui bien plus de différences entre les situations épidémiologiques au sein d'un même secteur qu'entre eux. Tant dans le secteur de l'horeca que dans le secteur culturel ou celui des métiers de contact, il est possible d'adapter les lieux et les protocoles de manière à permettre une réduction

considérable des risques de transmission. En outre, la logique de réglementation par secteur alimente à la fois une stigmatisation des métiers concernés, une opposition de certains secteurs par rapport à d'autres ainsi qu'un marchandage politique permanent et délétère pour la confiance que peut avoir la population dans le bien-fondé des mesures. Le problème, ce ne sont pas les restaurants, les coiffeurs, les salles de spectacle ou les étudiants. Le problème, ce sont les situations où un grand nombre de personnes parlent sans masque dans un lieu mal ventilé.

Un risque résiduel parfaitement acceptable

Or, il y a des parallèles évidents. Les incendies, aussi dramatiques soient-ils, ont un impact extrêmement limité en santé publique. Pourtant, il n'est pas possible en Belgique d'ouvrir un lieu public sans que celui-ci ait fait l'objet d'un examen minutieux du point de vue de la sécurité incendie, et les propriétaires savent bien qu'il n'y a pas lieu de transiger avec ce risque-là.

Dispositifs de ventilation, dispositifs de désinfection de l'air, filtres EPA, détecteurs CO₂, protocoles de circulation : tous ces moyens existent et devraient être mobilisés pour contribuer à faire de nos lieux publics des endroits où la transmission peut être réduite à un risque résiduel parfaitement acceptable, quitte à les compléter par des protocoles additionnels comme le port du masque ou l'utilisation de tests pendant des périodes sensibles. Les communes pourraient être investies de la responsabilité de conseiller, soutenir et vérifier la conformité « covid safe » des lieux publics. La même démarche devrait être entreprise dans les entreprises publiques ou privées. Des normes existent et sont édictées par le Conseil supérieur de la santé dans de nombreux domaines. Elles devraient être appliquées avec pédagogie et avec un soutien financier éventuel de l'Etat. Il est probablement nettement moins coûteux pour les dépenses publiques de soutenir ces investissements que de payer des subsides pour fermeture ou chômage partiel des activités dites non essentielles auxquelles de nouvelles résurgences épidémiques pourraient nous exposer.

Vivre « malgré le virus »

Nous avons également aujourd'hui les moyens de définir le risque relatif de toute activité professionnelle ou de loisir en fonction de son contexte, de son lieu, des caractéristiques de ventilation et de sa durée. Pour une activité en plein air, avec port de masque, le risque peut être considéré comme négligeable. Dans une salle de spectacle, de cinéma, de lieu de culte, de réunion, de sport, le risque relatif est faible avec le port du masque, la distanciation sociale et une ventilation adéquate. Ce risque peut être encore mieux réduit par l'utilisation de tests ou, dans certaines circonstances, par l'utilisation de certificats de vaccination. Quantifier les risques de différentes activités en fonction de leur contexte précis permettrait d'adapter beaucoup plus finement les limites et interdictions si par malheur une reprise épidémique devait un jour les justifier.

Il ne s'agit pas ici de prôner un « vivre avec le virus », mais « malgré le virus ». On ne « vit » pas avec un virus dangereux. Il s'agit de réduire les risques de transmission de manière beaucoup plus ciblée et d'accepter un risque résiduel comme nous l'avons toujours fait dans d'autres domaines, comme celui de la sécurité routière ou de l'incendie. Oui, cette diminution du risque nécessite des investissements humains et matériels. Mais il s'agirait ici d'investissements stratégiques qui s'inscrivent dans une vision à long terme contre ce virus et d'autres éventuels virus émergents. Il est temps de quitter l'approche sectorielle qui ne valorise pas pleinement les instruments conceptuels et techniques dont nous disposons aujourd'hui pour lutter contre la transmission de ce virus.